



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASSENAUD

31 rue Baptiste Marcet
37000 Tours

Références : 2025/613
Code AIOT : 0010008459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement PASSENAUD implanté 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un incendie de l'alvéole de stockage des batteries au plomb survenue le 05/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD
- 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours
- Code AIOT : 0010008459

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fait partie d'un ensemble de 14 sites de gestion des déchets: accueil, transit, tri et regroupement (DEEE, VHU, déchets banals et déchets dangereux), du groupe Denis PASSENAUD, situés sur l'Indre-et-Loire et la région Centre Val de Loire, mais également en Normandie et en Pays de la Loire.

L'ensemble des sites est suivi depuis 2019 par une responsable QSE, récemment suppléée par une chargée de mission concernant la gestion des éléments liés à la réglementation ICPE et à la sécurité.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration de l'accident/incident	Code de l'environnement du 05/09/2025, article R.512-69 - 1er alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Transmission du rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 05/09/2025, article R.512-69 - 2e alinéa	Demande d'action corrective	15 jours
6	Réception des batteries	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 03/07/1990, article 1.3.2	Sans objet
4	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	Sans objet
5	Situation administrative	Lettre du 18/09/2019, article Annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de l'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/09/2025, article R.512-69 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais , à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : L'inspection a été alertée d'un incendie sur le site PASSENAUD à Tours par la préfecture, vers 8h27. L'exploitant n'a pas alerté l'inspection ni par courriel, ni par appel téléphonique. L'inspection a contacté l'exploitant afin d'avoir plus de précision vers 8h40. D'après l'exploitant l'incendie se serait déroulé vers 5h45 et découvert à 6h30 par le 1 ^{er} employé, lors de son embauche. Pdc n°1 (point de contrôle) : L'exploitant n'a pas prévenu l'inspection dans les meilleurs délais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 1] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Transmission du rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/09/2025, article R.512-69 - 2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats

Résumé des faits et constats:

D'après le récit de l'exploitant basé sur les caméras de surveillance, l'incendie s'est déclaré dans une alvéole de stockage d'environ 15 tonnes de batteries au plomb vers 5h45 le 05/09/2025, après un flash dans l'un des conteneurs pour une raison à ce jour indéterminée.

Le 1^{er} employé arrivé vers 6h30 a donné l'alerte. Les pompiers sont intervenus très rapidement (vers 6h45). D'importants moyens ont été déployés : une vingtaine de pompiers et plusieurs engins.

Ce dispositif a permis d'éviter la propagation du sinistre à d'autres alvéoles de stockages de limaille de métaux situées à proximité.

La première préoccupation des pompiers était de mettre le site sur rétention, car un dégagement d'acide sulfurique contenu dans les batteries se répandait sur le sol étanche et dans les réseaux de canalisation.

Les batteries contenues dans des caisses étanches ont été d'une part noyées d'eau puis recouvertes de sable afin de constituer un dôme de protection empêchant toute reprise de feu.

Vers 8h30, l'incendie était maîtrisé. Une surveillance, assurée par le SDIS, a été mise en place. Cette surveillance a été levée vers 12h00.

Environ 50 m³ d'eau avec de la mousse (additif) provenant dans un premier des engins puis du poteau extérieur ont été utilisés pour éteindre l'incendie.

Toutes les eaux d'extinction ont été confinées dans les réseaux d'eau du site puis pompées par un engin de la société MPES (groupe PASSENAUD) et stockées dans l'entreprise PASSENAUD à Notre-Dame-d'Oé dans des fosses étanches prévues à cet effet.

Bilan :

- Environ 15 tonnes de batteries ont été impactés.
- Le SDIS a précisé à l'inspection que les conditions climatiques au moment de l'incendie, à savoir un vent nul ont permis aux fumées se dégageant de l'incendie de monter dans l'atmosphère en colonne droite au-dessus du site et donc de ne pas impacter la population environnante
- L'exploitant a mesuré le pH au niveau du séparateur à hydrocarbures à 6,5 et un pH de 1 dans les canalisations du site démontrant que le liquide acide sulfurique des batteries a bien été contenu sur le site.

Par ailleurs, considérant la rapidité d'extinction (environ 2h30), le SDIS a considéré que le

Par ailleurs, considérant la rapidité d'extinction (environ 2h30), le SDIS a considéré que le sinistre n'avait, hormis la dispersion des fumées dans l'atmosphère au moment de l'incendie, eu aucune conséquence sur l'environnement et le voisinage.

Pdc n°2 : L'exploitant doit communiquer dans les quinze jours un rapport d'accident (soit avant le 21/09/2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/1990, article 1.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement pollués et ceux provenant des emplacements spéciaux prévus aux articles I -1.1. et I - 1.2. seront collectés .Ces eaux polluées seront enlevées par une entreprise spécialisée en vue d'y être traitées.

Constats :

L'intégralité des eaux utilisées pour l'extinction et le lavage du sol (environ 50 m³) ont été confinées dans les réseaux du site puis pompées et transférées dans les fosses étanches prévues à cet effet présentes sur le site voisin du groupe PASSENAUD.

Pdc n° 3 : Pas de non-respect constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que l'évacuation des eaux d'extinction ne peut se faire qu'après vérification de leur qualité en vue d'en déterminer l'exutoire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

[...]

<p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et « conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau », munis de rétention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les photos de l'exploitant montrant le stockage des batteries au moment de l'incendie, l'inspection a constaté que les batteries étaient stockées dans des conteneurs d'un volume de 1 m³ recouvert d'un couvercle dans une alvéole en bloc de béton modulable.</p> <p>Les batteries préservées de l'incendie ont été stockées en bacs étanches avec couvercles et celles mises de côté lors de l'intervention des pompiers ont été conditionnées en bacs étanches et recouvertes d'une bâche.</p> <p>Pdc n° 4 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Lettre du 18/09/2019, article Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Quantité de batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe 1 :</p> <p><u>Rubrique 2718 :</u> Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation : 24 tonnes</p> <p><u>Rubrique 2712 :</u> Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Surface de l'installation : 310 m²</p> <p><u>Rubrique 2710 :</u> Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux : Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation : 0.95 tonne</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le registre de l'exploitant au jour de l'incendie sur le logiciel NESSY. Après extraction il a constaté la présence de 26,181 tonnes de batteries dans l'alvéole.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la provenance de ces batteries était multiple à savoir de l'activité de transit (rubrique 2718), de l'activité VHU (rubrique 2712) et de l'activité de collecte auprès des particuliers (rubrique 2710-1).</p> <p>La lettre préfectorale et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 1990 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19 080 du 27/09/2011 ne précisent pas la quantité totale de batteries pouvant être admises dans l'installation au cumul de ses 3 rubriques.</p> <p>2 courriels ont été montrés à l'inspection demandant l'enlèvement des batteries à la société ECOBAT RESOURCES (ex STCM). Le 1^{er} date du 29/07/2025 indiquant un enlèvement prévu fin août début septembre puis le second la veille du départ de l'incendie le 04/09/2025 précisant un enlèvement le 16/09/2025.</p> <p>L'inspection a proposé à l'exploitant d'établir un PAC (Porter à Connaissance) avec une nouvelle étude de danger de manière à permettre la refonte d'un arrêté préfectoral consolidé.</p> <p>Pdc n° 5 : Pas de non-respect constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre un « Porter à connaissance » avec une nouvelle étude de danger afin de permettre la refonte d'un arrêté préfectoral consolidé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Réception des batteries

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de réception des batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Interrogé sur la réception des batteries des particuliers, l'exploitant a indiqué que les particuliers pouvaient déposer directement dans le conteneur à batteries. L'inspection signale que cette démarche n'est pas réglementaire. Un usager peut par méconnaissance ou inadvertance déposer des piles ou batteries au lithium dans ce bac lorsque un agent du site n'est pas présent et provoquer ce genre d'incident.

Pdc n° 6 : L'exploitant ne dépose pas systématiquement lui-même les batteries dans le conteneur prévu à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir sa procédure d'admission pour les déchets dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois